



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/130 du 26 septembre 2025
de mise en demeure à l'encontre de la société IN VIVO
pour son site sis Route de Montereau à La Grande Paroisse (77 130)**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L.172-1 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société IN VIVO pour la poursuite de l'exploitation du silo de La Grande Paroisse ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 067 du 20 février 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la société IN VIVO pour des silos à enjeux très importants à La Grande Paroisse ;

VU l'arrêté préfectoral n°24/BC/049 du 9 août 2024 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU le rapport n° E/25-1508 du 17 juin 2025 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, consécutif à une visite d'inspection réalisée le 28 avril 2025 des installations exploitées par la société IN VIVO situées Route de Montereau à La Grande Paroisse (77 130), transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juin 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral n° E/25-1509 du 18 juin 2025 informant la société IN VIVO des mesures susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU les réponses de l'exploitant transmises par mails des 18 et 31 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement exploité par la société IN VIVO sur la commune de La Grande Paroisse est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 avril 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 6.1 du titre 2 de son arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 en ne s'assurant pas qu'une vérification périodique annuelle de ses sondes thermométriques est réalisée ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 avril 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 6.1 du titre 2 de son arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 en n'entretenant pas correctement et en ne maintenant pas en bon état de marche ses sondes thermométriques ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 avril 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas la prescription de l'article 3 de son arrêté préfectoral du 20 février 2008 en ne réalisant pas tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux conditions d'exploitation imposées par les articles 6.1 du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 et 3 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2008 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société IN VIVO de respecter les dispositions des articles 6.1 du titre 2 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 et 3 de l'arrêté préfectoral du 20 février 2008, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne :

ARRÊTE

Article 1 : – RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société IN VIVO, dont le siège est situé 83 avenue de la Grande Armée à PARIS (75 116), pour son site sis Route de Montereau à LA GRANDE PAROISSE (77 130), est mise en demeure de respecter :

- **sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'article 6.1 du titre 2 de l'arrêté préfectoral n° 06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006, en s'assurant qu'une vérification périodique annuelle des sondes thermométriques est réalisée et que celles-ci sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche ;
- **sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 067 du 20 février 2008 :
« L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence. [...] ».

Article 2 : – SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : – INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 5 : – INFORMATIONS DES TIERS

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par loi.

Article 6 : – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Grande Paroisse,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,

- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception

Melun, le 26 septembre 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité Départementale de
Seine-et-Marne,



Agnès COURET

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de La Grande Paroisse (77 130),
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la publication ou de la notification de la présente décision.